

INDONÉSIE

Il est temps d'adopter un plan d'urgence en faveur des droits de l'homme
Par Rory Mungoven, directeur du département Asie d'Amnesty International
Index AI : AISA 21/03/98

Même si l'Indonésie a accepté de subir un traitement de choc afin de soigner son économie malade, il faudra davantage que les prescriptions du Fonds monétaire international (FMI) pour remédier aux maux dont souffre le pays. Les distorsions dont pâtit l'économie indonésienne ne peuvent être traitées indépendamment de celles qui affectent sa vie politique et institutionnelle. Tout plan de sauvetage doit inclure des mesures visant à renforcer l'état de droit, à contraindre le gouvernement à répondre de ses actes et à garantir le respect des droits de la personne humaine. Le gouvernement de l'Ordre nouveau a permis à l'Indonésie d'acquiescer un vernis de prospérité et de stabilité. Il n'a d'ailleurs cessé de mettre en avant ces résultats pour légitimer son exercice autoritaire du pouvoir, justifiant les mesures de répression adoptées ainsi que les abus de pouvoir et d'autorité.

Néanmoins, ainsi que l'a montré la crise actuelle, la transformation de l'Indonésie par le gouvernement de l'Ordre nouveau était fondamentalement viciée. Si le gouvernement Suharto a dirigé le pays durant des décennies de croissance économique soutenue, il lui a également légué une culture d'oppression politique, des institutions faibles ainsi qu'une corruption et une impunité profondément enracinées.

Ces dernières semaines, de nombreuses voix dans les hautes sphères indonésiennes ont lancé des appels sans précédent, demandant qu'un changement politique accompagne les réformes économiques. La Komisi Nasional Hak Asasi Manusia (Komnas HAM) (Commission nationale des droits de l'homme) elle-même a fait chorus, affirmant que l'incapacité du gouvernement à résoudre des problèmes politiques fondamentaux aggravait la crise économique actuelle.

Ces détracteurs ont tout lieu de s'inquiéter. La dernière phase de transition politique importante qu'a connue l'Indonésie a été marquée par des désordres généralisés et de véritables bains de sang – un épisode que continue d'exploiter le gouvernement de l'Ordre nouveau pour justifier le carcan dans lequel il maintient le pays. Pourtant, à l'heure où l'Indonésie entre dans une nouvelle période d'incertitude politique, elle demeure mal armée pour faire face aux pressions croissantes suscitées par les rapides changements sociaux et économiques en cours.

Boin de réduire ces pressions, l'application du train de mesures du FMI va les accentuer. Les fruits de l'expansion indonésienne n'ont pas été équitablement répartis et il en ira de même pour le fardeau de l'ajustement économique à venir. Si la pauvreté a reculé, elle s'est également concentrée davantage selon divers critères, notamment en fonction du lieu géographique, de la profession ou du sexe. Le plan du FMI va probablement aggraver la marginalisation des groupes les plus démunis et les plus vulnérables et contribuer à la poursuite des violations des droits de l'être humain. Par ailleurs, l'impact de la récession sur les immigrants indonésiens travaillant dans d'autres pays contribuera à rendre leur situation encore plus pénible.

Les difficultés économiques risquent de s'accompagner de troubles sociaux accrus. Ne pouvant s'exprimer par des voies pacifiques, le mécontentement menace en effet de dégénérer en une explosion de violence. Des révoltes ont déjà éclaté ces dernières semaines dans des villes de la province de Java oriental, dont les habitants protestaient contre la hausse des prix. La communauté chinoise, qui occupe une position de premier plan au sein de l'économie locale, ainsi

que d'autres groupes minoritaires, sont particulièrement exposés.

La réaction autoritaire probable du gouvernement face à ces tensions porte en germe une multiplication des atteintes aux droits de la personne humaine. L'année dernière, les manifestations de désaccord ont toutes fait l'objet d'une répression systématique, à l'heure où les processus électoraux et de transition politique entraînent dans leur phase critique. Les autorités indonésiennes ont à nouveau eu recours aux dispositions draconiennes de la loi contre la subversion, ainsi qu'à d'autres textes réprimant les critiques pour éliminer l'opposition et étouffer la dissidence. Des manifestations pacifiques, de même que des initiatives ayant troublé plus gravement l'ordre public, ont donné lieu à un usage abusif de la force, et parfois même au recours à la force meurtrière.

Les critiques adressées récemment au gouvernement au sujet de la conduite des affaires économiques ont déjà suscité des réactions tout aussi implacables. La spéculation monétaire et la constitution de réserves de nourriture ont été publiquement assimilées à des actes de « subversion », qui sont passibles de la peine de mort en Indonésie. Les médias ont été pris à partie pour avoir couvert les événements de manière négative et accusés d'avoir provoqué des vagues d'achats motivés par la panique ; or, en vertu de la législation actuelle relative à la presse, toute publication en infraction peut se voir frappée d'interdiction à tout moment. Par ailleurs, des économistes respectés ont été rappelés à l'ordre par les services de renseignements de l'armée pour avoir ouvertement critiqué le pouvoir en place. Le commandant en chef des forces armées, Feisal Tanjung, a annoncé que les militaires allaient réprimer durement les activités des groupes antigouvernementaux durant la période précédant le scrutin présidentiel.

Les mesures d'ajustement économique contraindront les actifs à réduire leurs exigences en matière de rémunération et de conditions de travail, l'Indonésie luttant pour maintenir sa compétitivité et attirer les investissements étrangers. Au fur et à mesure que les tensions s'accroîtront entre patronat et salariés, le gouvernement prendra probablement des mesures encore plus répressives à l'encontre des syndicats indépendants, dont les activités sont toujours frappées d'interdiction et les responsables emprisonnés. En outre, les problèmes économiques et sociaux risquent de provoquer un regain de criminalité, qui ne manquera pas d'amener les autorités à durcir leur attitude et à adopter des mesures draconiennes. L'année dernière, le nombre de suspects de droit commun abattus par la police à Djakarta a doublé, tandis que se multipliaient les déclarations officielles préconisant l'emploi par les forces de l'ordre de la méthode du « tirez à vue ».

À l'heure où le gouvernement indonésien s'efforce d'alléger les contraintes qui pèsent sur l'économie, il doit également agir rapidement afin de réduire les pressions qui ne cessent de s'accumuler sur le terrain politique, en accordant un espace de liberté d'expression à ceux qui ne partagent ses vues. Les autorités favoriseraient bien davantage la stabilité et le développement à long terme du pays en laissant les tensions sociales se libérer et les parties concernées trouver des solutions, plutôt qu'en tentant de les contenir jusqu'au point de rupture. Pour garantir la sécurité et instaurer la confiance, il est nettement plus efficace de ne pas entraver l'expression pacifique du mécontentement et de l'insatisfaction que de recourir à la prison, aux matraques et aux balles. Pour commencer, les autorités devraient renoncer à appliquer la loi contre la subversion, en attendant son abrogation, et réexaminer les cas des prisonniers politiques incarcérés en vertu de ses dispositions.

À l'heure où le plan d'urgence du FMI s'attaque aux problèmes de transparence et de responsabilité dans la sphère économique, les réformes doivent être élargies à d'autres aspects

de la société indonésienne, en particulier la justice et les institutions. Des mesures doivent être prises afin de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et de faire en sorte que l'armée soit tenue de rendre compte de ses actes devant la justice. En outre, dès lors que le pays autorise le FMI à examiner ses comptes, il devrait également prendre conseil auprès d'autres experts, notamment ceux des mécanismes des Nations unies spécialisés dans la défense des droits de la personne humaine, ainsi que de sa propre Commission nationale des droits de l'homme, pour renforcer la protection de ces droits.

Il est de l'intérêt de tous – des gouvernements, des institutions financières internationales comme des entreprises – d'éviter une crise des droits fondamentaux en Indonésie. Pendant des années, la communauté internationale a ignoré à ses risques et périls les problèmes rencontrés par le pays sur le plan des droits de l'être humain. Au moment où l'Indonésie accepte de s'astreindre à une certaine discipline et d'engager de nécessaires réformes sur le plan économique, elle doit également être encouragée à s'aligner sur les normes internationales dans d'autres domaines de la vie de la nation |